L'UNION MÉDICALE DU CANADA

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DES

Drs A. LAMARCHE et H. E. DESROSIERS.

MONTREAL, JANVIER 1885.

Pour tout ce qui concerne l'Administration ou la Rédaction, s'adresser, **par lettre**, à l'Union Médicale du Canada, Tiroir 2040, Bureau de Poste, Montréal, ou **verbalement**, soit au Dr A. Lamarche, No 276, rue Guy, soit au Dr H. E. Desrosiers, No 70, rue St. Denis, à Montréal.

L'abonnement à l'Union Médicale est de \$3.00 par année, payable d'avance. Ce montant peut être remis par lettre enregistrée ou par mandat-poste payable au Dr A. Lamarche.

MM. les abonnés sont priés de donner à l'administration avis de leur changement de résidence et d'avertir immédiatement s'il survient quelque retard dans l'envoi ou quelque erreur dans l'adresse du journal.

Les manuscrits acceptés restent la propriété du journal.

Il est entendu que l'Union Médicale ne se rend pas responsable des opinions émises par ses collaborateurs et ses correspondants.

Tout ouvrage dont il sera déposé deux exemplaires à la Rédaction sera annoncé et analysé s'il y a lieu.

Le seul agent-collecteur autorisé pour la ville de Montréal et la banlieue est M. N. LÉGARÉ.

L'Union Médicale du Canada étant le seul journal de médecine publié en langue française sur le continent américain est l'organe de publicité le plus direct offert aux pharmaciens, fabricants d'instruments de chirurgie et autres personnes faisant affaires avec les membres de la profession.

L'Union Médicale ne donne accès dans ses colonnes d'annonces qu'aux maisons et produits qu'elle croit pouvoir recommander à ses lecteurs.

MM. GALLIEN et PRINCE, négociants-commissionnaires, 35, Rue Lafayette à Paris, France, sont les fermiers exclusifs de l'Union Médicale pour les annonces de maisons et de produits français et anglais.

Pour les annonces de produits canadiens ou des Etats-Unis, s'adresser à l'administration.

Nos asiles d'aliénés.

Nous avons, dans notre livraison de novembre 1884, émis l'opinion que le système d'affermage des aliénés, soit à des individus, soit à des corporations, religieuses ou laïques, constituait un système défectueux qu'il n'était pas désirable de voir se continuer. La publicité donnée au rapport du Dr Tuke ainsi que les procédés judiciaires relatifs à l'affaire Lynam ont fait que la presse de toute la province s'est, en ces derniers temps, beaucoup occupée de cette question. Nous n'avons, au cours de la discussion, rien vu qui fut de nature à modifier notre manière de voir, bien au contraire; aussi ne pouvons-nous que répéter ce que nous avons dit antérieurement, en y ajoutant que, pour résoudre une question de cette importance, le gouvernement n'a qu'une chose à faire: prendre immédiatement en main la propriété et le contrôle des asiles d'aliénés, c'est-à-dire, substituer au système de contrat ou d'affermage actuellement en vigueur un autre système grâce auquel il pourra plus facilement et plus efficacement assurer, en les surveillant de plus près, les véritables intérêts des malades.

Nous ne croyons pas nécessaire de démontrer ici tout ce qu'il y a de défectueux dans le système d'affermage. C'est là une question que l'expérience s'est chargée de régler. Presque partout où ce système a été en vigueur on a été forcé de l'abandonner à cause des nombreux abus dont il a été le point de départ et des résultats peu satisfaisants qu'il a